Accords de Bretton Woods—Loi

Ce n'est pas, je crois, une simple coïncidence que le gouvernement cherche à préserver le secret et à rendre moins de comptes, car son bilan dans ce domaine n'est guère reluisant. L'aide au titre du développement par l'intermédiaire de l'ACDI et d'autres organismes chargés du développement a été réduite en faveur d'une aide exceptionnelle qui permet au gouvernement de se mettre en valeur en paraissant réagir quand surgit une crise. Quant à la question vitale de l'aide fournie pour répondre aux besoins des pays en développement, le gouvernement ne s'est pas montré à la hauteur de la tâche. Il refuse de rendre des comptes, afin que ces faits ne soient pas soulignés.

En rattachant les mesures d'aide au commerce, les conservateurs poursuivent une politique détestable adoptée par les libéraux. Ils préfèrent n'en pas souffler mot, car, sur le plan international, on s'oppose vivement à ces politiques néfastes. Nos propres associations bénévoles et religieuses protestent énergiquement contre le fait que l'aide que nous accordons soit reliée au commerce. Le gouvernement voudrait dissimuler ces tendances, car il sait qu'il ne bénéficie pas d'un soutien public très solide.

La question des prêts et de l'aide au titre du développement n'est pas suffisamment débattue au Parlement. Certains députés conservateurs, tandis qu'ils siégeaient dans l'opposition adoptaient une attitude différente sur la question. Je voudrais citer l'ambassadeur canadien sur le désarmement qui était porte-parole conservateur sur la question dans la législature précédente. Cette citation remonte à 1983. Il a alors déclaré:

Cette mesure est importante notamment parce qu'elle donne à la Chambre l'une des très rares occasions qu'elle ait d'examiner des questions de cet ordre, sans parler de lois qui se rapportent au rôle joué par le Canada au titre du développement international. Nous savons tous que l'ACDI n'a jamais été régie par une loi du Parlement. C'est uniquement au moment de l'étude des prévisions budgétaires que nous pouvons nous pencher vraiment sur le travail accompli par l'ACDI en sa capacité de principal organisme de développement international du Canada. Malheureusement, tous les députés ne savent que trop bien que les règles de la Chambre relatives à l'examen des prévisions budgétaires nous empêchent de consacrer tout le temps qu'il faudrait aux programmes de dépenses importants.

C'est précisément l'objet de la motion dont nous sommes saisis. L'étude des prévisions budgétaires ne nous offre pas l'occasion voulue de débattre et d'étudier la question et d'exposer les opinions de particuliers, d'organismes et de spécialistes en la matière. Le député conservateur qui m'a précédé a affirmé que de nombreuses autres occasions se présenteraient. Il a ajouté que si le NPD s'intéressait à la question, il pouvait utiliser les jours réservés à l'opposition pour débattre les questions vitales de l'aide accordée au titre du développement et des organismes de crédit.

Cela est inacceptable, monsieur le Président. Nous pouvons y consacrer un jour réservé à l'opposition et nous espérons que les libéraux en feront autant. Toutefois, il n'y a pas suffisamment de jours alloués. Le gouvernement prépare le calendrier et c'est à lui de voir à ce que ces questions soient débattues comme il le faut. On tente absolument d'éviter la question quand on prétend que, si nous voulons nous y attarder, nous n'avons qu'à utiliser un jour réservé à l'opposition. Le gouvernement doit assumer sa responsabilité. Il a été élu pour faire preuve d'initiative et pour tenir compte des préoccupations de la population. Le vif intérêt du grand public se manifeste par l'intermédiaire des Églises et des associations bénévoles qui œuvrent dans le monde entier. Le Canada jouit d'une certaine réputation dans le monde, notamment à cause des organismes

bénévoles qui envoient sur place des gens qui viennent ensuite nous faire part des besoins du monde émergent et de ce que le Canada peut faire pour répondre à ces besoins. Notre expérience et notre compétence en la matière est énorme au Canada grâce à la participation d'un si grand nombre de personnes. Nous devons les considérer comme une ressource précieuse. Il faut consulter ces personnes, parce que lorsqu'elles comparaisent devant nos comités, elles ont d'excellentes recommandations à formuler, si on leur en donne la possibilité.

• (1210)

Certaines motions proposées par le NPD sont tout à fait conformes aux propositions formulées par un groupe de travail interprofessionnel sur la responsabilité des sociétés. Ce groupe a également recommandé une plus grande transparence du processus d'examen de ces questions. Permettez-moi de citer un extrait du mémoire sur la responsabilité des corporations présenté par le Groupe de travail des Églises au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques le 16 avril dernier:

Peu de Canadiens sont au courant des décisions importantes prises en leur nom par les directeurs exécutifs canadiens de ces institutions financières d'envergure internationale. A moins que des décisions revêtant un intérêt particulier ne soient diffusées par les médias, ni le Parlement ni le public canadien n'est au courant des positions adoptées par le Canada au FMI ou à la Banque mondiale.

Il faut effectuer des recherches poussées et entretenir des rapports spéciaux avec des sources américaines pour apprendre en quoi consisteront les décisions prochaines de ces institutions. Afin de connaître la position du Canada sur ces questions, il faut entrer en rapport avec des fonctionnaires canadiens très difficiles à joindre et souvent peu enthousiastes.

Je regrette de devoir signaler à la Chambre que c'est là l'opinion des personnes qui examinent cette question. C'est uniquement grâce aux lois américaines sur la liberté d'information, qui sont beaucoup plus fermes que les nôtres, que certains de ces renseignements sont divulgués.

Les remarques des auteurs du rapport deviennent encore plus mordantes:

Ces institutions gèrent des fonds publics canadiens; les décisions de dépenses et leur justification devraient être automatiquement communiquées aux parlementaires et aux contribuables canadiens. Des réseaux officiels d'information devraient exister pour les projets à l'étude.

Le groupe de travail ajoute que l'on peut obtenir des renseignements dans la revue *Business Development* publiée à Washington et dont l'abonnement coûte \$250. Cette publication est manifestement réservée aux milieux d'affaires qui peuvent y souscrire. Les organismes bénévoles et les églises qui sont véritablement experts en la matière ont du mal à suivre.

Je poursuis la lecture du rapport:

Jusqu'en 1983, la revue gouvernementale canadienne *Commerce Canada* publiait systématiquement une liste des projets dont le financement était à l'étude ou avait été accepté par la Banque mondiale et par les banques régionales de développement. On y trouvait également le nom des représentants à contacter au sujet de ces projets. Toutefois, la publication de cette liste a été interrompue et nous n'avons pu trouver d'autres sources canadiennes publiant ce genre d'information.

Là encore, l'information diminue au lieu d'augmenter. Les choses évoluent précisément dans le sens contraire à ce que nous souhaitons. Les auteurs du rapport poursuivent en ces termes:

Nous recommandons que les membres du Comité permanent étudient la question de la diffusion auprès du public de renseignements concernant la Banque mondiale et le FMI.

Nous recommandons en particulier, dans le cas du FMI, de la Banque mondiale et des banques régionales de développement, que tous les renseignements